



Depuis un certain temps, les Camerounais observent médusés le comportement fébrile et réactionnaire des thuriféraires du parti-État RDPC (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais), c'est-à dire du régime de Paul Biya, à l'égard de son principal adversaire, le parti politique MRC (Mouvement pour la Renaissance du Cameroun) de Maurice Kamto.

En effet, de façon systématique, la responsabilité du moindre incident malheureux qui survient au Cameroun est subrepticement attribué aux partisans de Maurice Kamto ou aux membres du MRC par les partisans et par les communicateurs du régime RDPC. Et du coup, les mêmes accusateurs réclament bruyamment sur toutes les tribunes la nécessité de la dissolution ou de l'interdiction du MRC, suivi de l'arrestation de Maurice Kamto.

Ainsi, tout porte à croire que le régime de Yaoundé a déjà pris la résolution d'éliminer la concurrence loyale du jeu politique camerounais. Cette élimination se résume notamment à celle de son adversaire politique le plus coriace, Maurice Kamto. Il apparaît par conséquent évident que le régime Biya et ses laudateurs sont tout simplement dans la phase de la préparation du public national et international à accepter comme justifiée, la dissolution du MRC et la neutralisation de Maurice Kamto de la scène politique du Cameroun.

Cette ligne éditoriale machiavélique, de la diabolisation du MRC afin de mieux le dissoudre,

n'est ni innocente, ni nouvelle dans la douloureuse histoire politique de notre pays. Une rétrospective des années pré-indépendance du Cameroun oriental nous apprend que devant la popularité grandissante et inarrêtable du parti politique nationaliste camerounais, l'Union des Populations du Cameroun (UPC), porte flambeau et porte étendard de la lutte pour une véritable indépendance du Cameroun, l'administration coloniale française de l'époque, dirigée par Roland Pré, avait utilisé cette même démarche roubiarde pour dissoudre l'UPC, le 13 juillet 1955.

C'est cette interdiction orchestrée de l'UPC au mois de juillet 1955 qui contraignit les dirigeants de ce parti politique à entrer en clandestinité et à initier la lutte armée, le fameux maquis qui dura de 1955 à 1971 et qui entraîna la mort de près d'un million de Camerounais, sur une population du pays de moins de six millions d'âmes. Plus de 65 ans plus tard, les Camerounais sont toujours en train de subir les effets de cette dissolution de l'UPC du 13 juillet 1955. En effet, tous les problèmes socio-sécuritaires qui déchirent notre pays aujourd'hui sont les conséquences directes de cette dissolution de l'UPC par l'administration coloniale de Roland Pré.

À la lecture des faits et des données historiques de la période pré-indépendance, on constate sans ambages que les mêmes arguments, la même ligne éditoriale de communication et la même approche utilisés par l'administration coloniale française et ses collabos camerounais de l'époque sont aujourd'hui mis en branle par le régime néocolonial de Paul Barthélemy Biya et ses partisans contre Maurice Kamto et son parti politique, le MRC.

Il convient de rappeler à ceux qui l'ignorent, que cette méthode roubiarde habituellement dénommée « *attaque sous fausse bannière* » ou « *attaque sous faux drapeau* » qui consiste à poser soi-même des actes accablants pour générer et provoquer l'indignation de la population pour ensuite accuser son adversaire politique d'en être l'auteur, fut activement utilisée par le régime Nazi d'Adolphe Hitler en Allemagne. Ce qui lui permit de réduire les libertés individuelles et de dissoudre tous les partis politiques autre que le sien, de la scène politique Allemande de l'époque.

Cette similitude de tactique et diverses autres observations sur le comportement voyou du régime néocolonial français de Paul Barthélemy Biya établissent clairement que ce dernier est un pur régime Nazi. Paul Bathélemy et son maître colon français qui mirent sur pieds ce régime Nazi au Cameroun tirent leur inspiration et leur référence morale de l'incarnation du mal que fut le régime Nazi d'Adolphe Hitler.

L'objectif de cet article n'est pas d'inviter les membres du MRC et les partisans de Maurice Kamto à se croiser les bras dans l'inaction afin d'éviter la dissolution de leur parti politique, que non! Tout comme ce fut le cas avec l'UPC historique, si le régime néocolonial en place tire sur le MRC, c'est une preuve vivante que le MRC est sur la bonne voie de la libération du Cameroun de sa servitude et de sa vassalité coloniale sous le joug de la France. Notre légitime lutte pour la libération de notre pays doit se poursuivre jusqu'à l'obtention de la pleine souveraineté de notre nation.

Le but de cet article est surtout d'aviser et sensibiliser le peuple Camerounais des desseins roubiarde et maléfiques du régime du « Président » Paul Biya qui est présentement embarqué

dans une cabale de diabolisation du MRC. et recherche la moindre excuse pour dissoudre le parti politique patriote et nationaliste de l'heure, le MRC.

Chers compatriotes et sympathisants du Cameroun, ne nous laissons pas tromper par quel que subterfuge que ce soit, que le régime Biya nous présentera comme preuve justificatrice pour dissoudre le MRC: Cette justification ne sera rien d'autre qu'un montage orchestré de toutes pièces, à la Gestapo du régime Nazi d'Adolphe Hitler.

Tel le dos du nageur qui ignore qu'on l'aperçoit nager, les Camerounais et leurs amis du reste du monde se doivent de ne pas perdre de vue les manœuvres roublardes, orchestrées et machiavéliques du régime Biya, résolument engagé en ce moment dans une cabale s'apparentant à une opération de recherches d'excuses pour dissoudre le MRC et pour éliminer Maurice Kamto du jeu politique au Cameroun. Cette manœuvre traduit la panique du régime devant son constat de l'incapacité du RDPC à faire face à une saine et loyale compétition politique avec le MRC.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, une dissolution roublarde et sans fondement du MRC par les tenants du RDPC, juste pour s'éviter la saine et loyale concurrence du MRC, produira aujourd'hui la même conséquence catastrophique sur plusieurs générations successives de Camerounais que l'interdiction similaire de l'UPC en 1955.

Que vive le Cameroun fédéral, doté d'institutions démocratiques indépendantes les unes des autres, de sorte à garantir l'équilibre des pouvoirs démocratiques, un vivre ensemble harmonieux et un progrès social harmonieux, soutenu et continu.

Que Dieu bénisse le Cameroun et l'Afrique.

Michael Fogaing, Porte-parole de Diaspora pour la Modernité-Diaspora for Modernity

N.B. :

Diaspora pour la Modernité est une organisation de la société civile de la Diaspora camerounaise, pour qui l'espoir de l'avènement de l'indépendance des institutions démocratiques les unes des autres est la pierre angulaire de son activisme politique au Cameroun. Elle est basée au Canada.